

Capital et idéologie : éléments pour une histoire des régimes inégalitaires

Thomas PIKETTY

Je suis extrêmement reconnaissant aux rédacteurs de la *Revue d'histoire moderne & contemporaine* pour avoir rassemblé ces textes, et aux participants pour l'attention et le temps qu'ils ont bien voulu consacrer à mon livre *Capital et idéologie*. Il m'est impossible dans le cadre de ce court article de répondre à tous les points soulevés et de rendre justice à la richesse de ces textes. Je voudrais simplement tenter de préciser un petit nombre de points et de questions soulevés par ce travail.

ÉLÉMENTS POUR UNE HISTOIRE MONDIALE DES RÉGIMES INÉGALITAIRES

J'essaie dans *Capital et idéologie* de poser quelques jalons pour une histoire des régimes inégalitaires, c'est-à-dire une histoire des systèmes de justification et de structuration de l'inégalité sociale, depuis les sociétés trifonctionnelles et esclavagistes anciennes jusqu'aux sociétés post-coloniales et hyper-capitalistes modernes. J'insiste notamment sur le fait que les déterminants du niveau et de la structure des inégalités sociales dans une société donnée sont avant tout idéologiques et politiques, et non pas économiques ou technologiques. Ceci est notamment illustré par la très grande diversité des trajectoires socio-historiques observée sur les cinq continents, et par de multiples retournements de grande ampleur (de la Suède hyper-proprétariste à la Suède sociale-démocrate, des États-Unis esclavagistes aux États-Unis rooseveltiens, ou encore de l'Inde des castes à l'Inde inventant la discrimination positive et les quotas genrés et sociaux), qui démontrent l'absence de tout déterminisme civilisationnel ou culturel dans l'histoire de l'inégalité et de l'égalité. Je montre aussi qu'il existe une certaine tendance de long terme vers l'égalité, au travers des luttes sociales et des mobilisations politiques, et je tente d'en tirer quelques leçons pour l'avenir.

Il va de soi qu'un tel projet sera toujours en cours : aucun livre ne pourra jamais épuiser une matière aussi vaste. Par définition, toutes les conclusions obtenues sont fragiles et provisoires. Elles reposent sur des recherches imparfaites qui ont vocation à être étoffées et étendues à l'avenir. J'espère surtout que ce livre aura permis au lecteur de préciser ses idées et sa propre idéologie de

l'égalité et de l'inégalité sociale, et contribuera à stimuler de nouvelles réflexions sur ces questions.

Malgré tous mes efforts en vue de décentrer le regard, je veux insister sur le fait que ce livre reste malheureusement déséquilibré : un peu moins sans doute que mon livre précédent, mais beaucoup trop tout de même. La Révolution française revient sans cesse et l'expérience de l'Europe et des États-Unis est constamment sollicitée, sans rapport avec leur poids démographique. Jack Goody, dans son livre sur « le vol de l'histoire », a dénoncé avec justesse la tentation souvent irrésistible, y compris parfois sous la plume de chercheurs en sciences sociales bien intentionnés, d'écrire l'histoire depuis un point de vue occidental-centré, en prêtant au monde euro-américain des inventions scientifiques qui ne sont pas les siennes, quand on ne lui attribue pas l'invention de l'amour courtois ou du goût pour la liberté, de la tendresse filiale ou de la famille nucléaire, de l'humanisme ou de la démocratie¹. J'ai tenté dans ce livre d'échapper à ce biais, mais je ne suis pas sûr d'y être parvenu. Pour une raison simple : mon regard est profondément influencé par mon ancrage culturel, les limitations des connaissances et par-dessus tout par l'extrême faiblesse de mes compétences linguistiques. Ce livre est celui de quelqu'un qui ne lit correctement que le français et l'anglais, et qui ne connaît bien qu'un ensemble limité de sources primaires. Cette enquête brasse large, trop peut-être, et je m'excuse auprès des spécialistes des différents domaines pour les approximations et les raccourcis qu'ils y trouveront. J'espère qu'elle sera très vite complétée et dépassée par de multiples travaux renouvelant notre compréhension de régimes inégalitaires particuliers, notamment dans les nombreuses aires géographiques et culturelles mal couvertes dans cet ouvrage. De ce point de vue, je suis extrêmement reconnaissant à Pat Hudson, Emmanuelle Perez-Tisserand, Arnaud Orain et Sebastian Veg pour les pistes ouvertes dans leurs textes sur les terrains et périodes dont ils sont spécialistes.

POUVOIR, IDÉOLOGIE ET INDÉTERMINATION : LA FRONTIÈRE ET LA PROPRIÉTÉ

Je voudrais commencer par clarifier le point suivant. Même si j'accorde une importance particulière aux luttes idéologiques et au poids des idées dans la transformation des régimes inégalitaires, je ne considère en aucune façon que les idéologies peuvent à elles seules changer le cours des choses. De façon générale, toutes les transformations des régimes inégalitaires analysées dans mon ouvrage mettent en jeu des rapports de force, des luttes sociales, des révoltes et des révolutions, des crises de toutes natures, depuis la Révolution française et la révolte des esclaves à Saint-Domingue jusqu'aux nouveaux rapports de force capital-travail établis à la suite des crises des années 1914-1945 et des guerres d'indépendance. Il en ira sans doute de même à l'avenir, à l'occasion par exemple de crises produites par les

1. Jack GOODY, *Le Vol de l'Histoire. Comment l'Europe a imposé le récit de son passé au reste du monde*, Paris, Gallimard, 2010.

contradictions politiques, sociales et environnementales du système économique actuel, dans des circonstances qu'il est naturellement impossible de prédire avec précision. Il me semble toutefois important d'insister sur une autre leçon issue de l'histoire des régimes inégalitaires étudiée dans *Capital et idéologie*, à savoir que ces rapports de force sont à la fois matériels et intellectuels, et qu'il existe toujours une certaine forme d'indétermination idéologique et d'autonomie de la sphère des idées, au sens où les positionnements politico-idéologiques des uns et des autres ne sont que partiellement déterminés par les intérêts sociaux et les positions de classe en présence. Autrement dit, les conflits proprement idéologiques et programmatiques ont leur importance. Les rapports de force sont une condition nécessaire pour un changement historique émancipateur, mais ils ne sont pas une condition suffisante, en particulier s'ils ne s'appuient pas sur une base programmatique et institutionnelle réellement émancipatrice.

Pour prendre un exemple extrême mais révélateur, et dont les conséquences se font sentir jusqu'à nos jours, la Révolution bolchevique de 1917 s'appuie sur des rapports de force nouveaux permettant le remplacement du régime tsariste par le premier «État prolétarien» de l'histoire. Pour autant, la victoire du prolétariat (ou plutôt des personnes et organisations supposées parler en son nom) ne met pas fin aux désaccords idéologiques. De multiples questions centrales demeurent en suspens (l'existence de factions au sein du Parti, la répartition du pouvoir au sein de l'appareil de planification, les droits des syndicats, l'échelle des salaires et son contrôle, les rapports entre nationalités, les liens entre propriété coopérative et étatique, etc.), et la voie qui sera finalement choisie s'avérera peu émancipatrice. Ne serait-ce que pour éviter de reproduire les mêmes erreurs, ou de s'exposer à une critique de cette nature, il n'est peut-être pas inutile de débattre longuement et précisément du contenu institutionnel des différentes constructions politico-idéologiques en présence, et de reconnaître que la complexité des questions posées, en particulier la question de la frontière et celle de la propriété, rend illusoire l'idée d'une détermination mécanique des idéologies à ce sujet par les intérêts sociaux et les purs antagonismes matériels².

2. «Pour simplifier, on peut dire que chaque régime inégalitaire, chaque idéologie inégalitaire, repose sur une théorie de la frontière et une théorie de la propriété. Il faut d'une part répondre à la question de la frontière. Il faut expliquer qui fait partie de la communauté humaine et politique à laquelle on se rattache et qui n'en fait pas partie, sur quel territoire et suivant quelles institutions elle doit se gouverner, et comment organiser ses relations avec les autres communautés, au sein de la vaste communauté humaine universelle (qui suivant les idéologies peut être plus ou moins reconnue comme telle). Il s'agit dans une large mesure de la question du régime politique, mais elle implique aussi de répondre immédiatement à des questions portant sur l'inégalité sociale, en particulier celle séparant les citoyens des étrangers. Il faut d'autre part répondre à la question de la propriété : peut-on posséder les autres individus, les terres agricoles, les entreprises, les ressources naturelles, les connaissances, les actifs financiers, la dette publique, et suivant quelles modalités pratiques et quel système légal et juridictionnel doit-on organiser les rapports entre propriétaires et non propriétaires et la perpétuation de ces relations ? Cette question du régime de propriété, avec celles du régime éducatif et du régime fiscal, a un impact structurant sur les inégalités sociales et leur évolution», Thomas PİKETTY, *Capital et idéologie*, Paris, Le Seuil, 2019, p. 17-18.

Les questions de réparations face au passé colonial et discriminatoire fournissent également une illustration assez claire du type d'indétermination idéologique qui doit être pris au sérieux. Comme le note P. Hudson, les compensations aux propriétaires d'esclaves ont joué un rôle central dans l'histoire du capitalisme industriel occidental, en particulier au Royaume-Uni. Je tente dans mon livre d'indiquer quelques pistes de réflexion sur les contours de possibles réparations justes, par exemple s'agissant du tribut acquitté par Haïti à la France de 1825 à 1950 pour compenser les propriétaires « spoliés » par l'indépendance de l'île et l'abolition de l'esclavage, tribut qui fut fixé à environ 300 % du produit intérieur brut haïtien de 1825, soit environ 30 milliards d'euros (un trait de plume par comparaison à l'endettement public français actuel, estimé à près de 2800 milliards d'euros en 2021) si l'on appliquait le même pourcentage au produit intérieur brut haïtien d'aujourd'hui (ce qui reviendrait à négliger que les intérêts acquittés ont généralement été nettement supérieurs à la croissance de l'économie du pays, elle-même lourdement lestée par cette dette « odieuse » par excellence). Mais il va de soi qu'il s'agit de questions qui n'admettent pas de réponse unique. Pour sortir du propriétaireisme et de son héritage, il n'existe d'autre choix que de s'appuyer sur la délibération démocratique pour construire des normes de justice acceptables pour le plus grand nombre, tout autant que sur les rapports de force, qui dépendent aussi de la construction de majorités d'idées, de coalitions nouvelles et d'identités métissées.

La complexité des liens entre légitimation des inégalités, régime de frontière et régime de propriété est également illustrée par les analyses développées par E. Perez-Tisserand au sujet de l'organisation politique et socio-économique de l'espace nord-américain au XIX^e siècle. De fait, la guerre de 1846-1848 entre les États-Unis et au Mexique redéfinit à la fois le système de souveraineté territoriale et le système de propriété. On observe ainsi le développement dans les nouveaux États de l'Ouest états-unien (en particulier en Californie) d'un régime idéologique supposément ouvert à l'enrichissement individuel et hostile à l'esclavage et au travail forcé. L'incorporation à la République états-unienne de la Californie comme État libre en 1850 concourut ainsi à la montée des tensions menant à la guerre civile. Comme le montre E. Perez-Tisserand, la réalité est autrement plus complexe, puisque ce régime s'avère violemment inégalitaire au cours des décennies suivantes, en particulier vis-à-vis des populations indésirables et aux « étrangers » de diverses origines (Amérindiens, Mexicains, Chinois). Cette violence se retrouve également avec les expulsions de plus d'un million de Mexicains-Américains lors de véritables pogroms qui se déroulèrent lors de la crise des années 1930 (notamment en Californie)³.

3. Les estimations se situent généralement entre 1 et 1,5 million de Mexicains-Américains (dont environ 60 % avaient la nationalité états-unienne du fait de leur naissance) expulsés de 1929 à 1936 lors d'expéditions de déportations, organisées souvent avec le soutien des autorités publiques locales et fédérales. Certaines estimations récentes vont jusque 1,8 million de déportés (la plupart sans retour). Voir T. PIKETTY, *Capital...*, op. cit., p. 275.

La contribution d'A. Orain apporte une autre illustration de la complexité et de l'importance des conflits idéologiques autour de la propriété, de l'économie et de la redistribution. Comme il le montre, les désaccords autour de l'impôt progressif au cours de la Révolution française sont très vifs, non seulement entre représentants des Lumières « modérées » et « radicales », mais également à l'intérieur même des franges les plus progressistes. Ces conflits sont en outre étroitement liés à différentes visions des origines de la richesse, comme l'illustrent par exemple les propositions beaucoup plus radicales défendues par l'anti-physiocrate Graslin par comparaison au philo-physiocrate Condorcet. Ces débats sont d'autant plus intéressants que les barèmes fortement progressifs défendus par des auteurs comme Graslin ou Lacoste (avec des taux d'imposition montant graduellement de moins de 5 % pour les revenus et patrimoines inférieurs à la moyenne jusqu'à 70 %-80 % pour les revenus et successions plusieurs milliers de fois supérieurs) ne sont pas loin d'entrer en application en 1793-1794, et s'avèreront très proches de ceux réellement appliqués en Europe occidentale et plus encore aux États-Unis au cours du XX^e siècle, notamment entre 1930 et 1980.

Enfin, le texte de S. Veg rappelle à quel point la construction de l'État communiste chinois met en jeu des conflits idéologiques puissants autour du régime de frontière et du régime de propriété. Cela concerne notamment la question du passeport intérieur, du système de propriété terrienne, de l'articulation entre pouvoirs centraux et régionaux et de la difficile légitimation de l'hyper-concentration de la propriété privée qui s'est mise en place au cours des dernières décennies. Comme le montre S. Veg, ces questions autour de l'inégalité légitime se posèrent dès les premières années du régime, ce qui illustre aussi la complexité de l'héritage maoïste. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, avant même la prise de pouvoir au niveau de l'ensemble du territoire, les premières purges organisées par le Parti communiste chinois (PCC) concernent ainsi tous ceux qui protestent contre les « trois classes vestimentaires et cinq niveaux alimentaires », à savoir les inégalités de statut au cœur même des zones libérées par les communistes. De la même façon que lors de la construction de l'État prolétarien bolchevique, la destruction de l'ancien régime ne met pas fin aux luttes idéologiques, bien au contraire : elle les repousse plus loin et les complexifie.

POUR UNE NOUVELLE SYNTHÈSE ENTRE HISTOIRE ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET POLITIQUE

Je voudrais conclure cet article par un appel pour une nouvelle synthèse entre histoire économique, sociale et politique. Je suis convaincu qu'une partie de notre désarroi démocratique contemporain provient d'une autonomisation excessive du savoir économique vis-à-vis des autres sciences sociales et de la sphère civique et politique. Cette autonomisation est pour partie la conséquence de la technicité et de la complexification croissante de la sphère économique. Mais elle résulte également d'une tentation récurrente des professionnels de ce savoir, qu'ils opèrent à l'université ou dans le monde marchand, de s'arroger

un monopole d'expertise et une capacité d'analyse qu'ils n'ont pas. En réalité, seul le croisement des approches économiques, historiques, sociologiques, culturelles et politiques peut permettre de faire quelques progrès dans notre compréhension des phénomènes socio-économiques. Cela vaut notamment pour l'étude des inégalités entre classes sociales et de leurs transformations dans l'histoire, mais il me semble que la leçon est plus générale.

Cette autonomisation excessive du savoir économique est aussi la conséquence du fait que les historiens, sociologues, politistes et autres philosophes ont trop souvent abandonné aux économistes l'étude des questions économiques. Or l'économie politique et historique, telle que j'ai tenté de la pratiquer dans cette enquête, concerne toutes les sciences sociales. Tous les chercheurs en sciences sociales doivent, me semble-t-il, rassembler des données quantitatives et historiques à chaque fois que cela est utile et se reposer sur d'autres types de méthodes et de matériaux dès lors que cela est nécessaire. L'abandon des sources quantitatives et statistiques par une large part des chercheurs en sciences sociales est d'autant plus regrettable que seul un regard critique sur ces sources et les conditions de leur construction sociale, historique et politique peut permettre d'en faire un usage raisonné. De fait, cette attitude a contribué à l'autonomisation du savoir économique autant qu'à son appauvrissement.

Je tente, dans *Capital et idéologie*, d'illustrer la complémentarité entre le langage naturel et le langage mathématique et statistique. Par exemple, j'ai souvent recours aux notions de déciles et de centiles pour mesurer l'inégalité des revenus ou de la propriété, ou la hiérarchie des diplômes. Ce faisant, mon intention n'est pas de substituer la guerre des déciles à la guerre des classes. Les identités sociales sont et seront toujours flexibles et multidimensionnelles, et c'est en utilisant le langage naturel que les groupes sociaux des différentes sociétés peuvent trouver les ressources linguistiques permettant de désigner les professions et les métiers, les actifs et les qualifications, les espoirs et les expériences auxquels ils s'identifient. Rien ne pourra jamais remplacer le langage naturel, ni pour exprimer les identités sociales et les idéologies politiques, ni pour structurer la recherche en sciences sociales et la réflexion sur la société juste. Ceux qui attendent que l'on puisse un jour déléguer à une formule mathématique, un algorithme ou un modèle économétrique le soin de choisir le niveau « socialement optimal » d'inégalité et les institutions permettant d'y conduire en seront pour leurs frais. Cela ne se produira jamais, et c'est tant mieux. Seule la délibération ouverte et démocratique, formulée dans le langage naturel (ou plutôt les différentes langues naturelles, ce qui n'est pas un mince détail), peut offrir les nuances et finesses nécessaires pour envisager de tels choix.

Pour autant, l'utilisation du langage mathématique, de séries statistiques, de graphiques et de tableaux occupe une place importante dans ce livre, et joue également un rôle essentiel dans la délibération politique et dans le changement historique. Redisons-le : comme toutes les statistiques, les séries historiques et autres évaluations quantitatives présentées dans cet ouvrage ne sont rien

d'autre que des constructions sociales imparfaites, provisoires et fragiles. Elles ne visent pas à établir « la » vérité des chiffres ou la certitude des « faits ». De mon point de vue, les statistiques visent avant toute chose à développer un langage permettant d'établir des ordres de grandeur, et surtout de comparer de la façon la plus sensée possible des époques, des sociétés et des cultures qui se considèrent comme très éloignées les unes et des autres et qui, par construction, ne pourront jamais être parfaitement comparées les unes ou les autres. Pourtant, au-delà de l'unicité absolue et de la spécificité radicale de chaque société, il peut être légitime de chercher par exemple à comparer la concentration de la propriété en vigueur aux États-Unis en 2018 avec celle de la France de 1914 ou du Royaume-Uni de 1800.

Les conditions d'exercice du droit de propriété ne sont certes pas les mêmes dans les trois cas. Les systèmes légaux, fiscaux et sociaux diffèrent de multiples façons, et les catégories d'actifs détenus (terres, immobilier urbain, actifs financiers, biens immatériels, etc.) sont elles-mêmes très différentes. Pour autant, si l'on est conscient de toutes ces spécificités et de leur importance, et si l'on garde toujours présent à l'esprit les conditions sociales et politiques de la construction des sources dont on dispose, alors cela peut avoir du sens de faire ce type de comparaison, par exemple en estimant la part du total des propriétés détenues par les 10% les plus riches et les 50% les plus pauvres dans ces différentes sociétés. Avoir recours à des données statistiques dans la recherche historique est également la meilleure façon de mesurer l'ampleur de notre ignorance. Le fait d'apporter des chiffres appelle immédiatement d'autres chiffres, qui le plus souvent ne sont pas disponibles, ce qu'il est important de dire et de constater explicitement. Cela conduit à préciser les comparaisons qui peuvent être faites et celles qui ne peuvent pas l'être. En pratique, il existe généralement quelques comparaisons qui ont un sens, y compris entre des sociétés qui se pensent comme exceptionnelles et radicalement différentes les unes des autres, et refusent souvent d'apprendre les unes des autres. L'un des principaux objectifs de la recherche en sciences sociales est d'identifier ces comparaisons, tout en indiquant clairement toutes celles qui ne peuvent pas être réalisées.

Ces comparaisons sont utiles, car elles peuvent aider à tirer des leçons des différentes expériences politiques et trajectoires historiques, à analyser les effets du système légal ou fiscal, à construire des normes de justice sociale et économique communes, et à bâtir des dispositifs institutionnels acceptables par le plus grand nombre. Trop souvent, les sciences sociales se contentent de dire que chaque statistique est une construction sociale, ce qui bien sûr est toujours vrai, mais insuffisant, car cela revient à abandonner à d'autres des débats essentiels, et en particulier les débats économiques. Cette attitude traduit parfois un certain conservatisme, ou en tout cas un grand scepticisme sur la possibilité de tirer des leçons des sources imparfaites léguées par l'histoire.

C'est pourtant en s'appuyant sur des dispositifs statistiques et des constructions mathématiques de diverses natures que de multiples processus historiques

d'émancipation sociale et politique ont pu avoir lieu. Il est difficile par exemple d'organiser le suffrage universel si l'on ne dispose pas de recensements permettant de découper les circonscriptions et de s'assurer que chaque électeur a le même poids, ainsi que des règles électorales permettant de transformer les voix en décisions. Il n'est pas simple de prétendre à la justice fiscale si un barème exprimé en taux d'imposition ne vient pas se substituer au pouvoir discrétionnaire du collecteur d'impôts. Ces barèmes doivent eux-mêmes s'appliquer à des grandeurs telles que le revenu ou le capital, qui sont des concepts abstraits et théoriques dont la définition pratique pose de multiples difficultés, mais qui permettent de faire en sorte que des groupes sociaux très différents acceptent de se comparer les uns aux autres, au prix de négociations et de compromis socio-politiques complexes lors de l'application concrète de ces catégories au tissu social et à ses subtiles frontières. D'ici quelques années, on se rendra peut-être compte qu'il n'était pas très crédible de prétendre organiser la justice éducative sans se donner les moyens de vérifier si les classes sociales défavorisées bénéficient ou non de ressources publiques au moins égales à celles accordées aux classes les plus favorisées (et non pas de ressources nettement inférieures, comme c'est le cas actuellement un peu partout), et sans introduire de façon explicite et vérifiable les origines sociales dans les dispositifs visant à allouer les ressources. Pour lutter contre le nationalisme intellectuel comme pour échapper à l'arbitraire des élites et bâtir un nouvel horizon égalitaire, le langage mathématique et statistique, utilisé avec modération et à bon escient, est un complément indispensable au langage naturel.

Thomas PIKETTY

École des hautes études en sciences sociales | École d'économie de Paris

48, boulevard Jourdan

75014 Paris

thomas.piketty@psemail.eu

Résumé/Abstract

Thomas PIKETTY

Capital et idéologie : éléments pour une histoire des régimes inégalitaires

Les rapports de force sont à la fois matériels et intellectuels. Il existe ainsi toujours une certaine forme d'indétermination idéologique et d'autonomie de la sphère des idées, au sens où les positionnements politico-idéologiques des uns et des autres ne sont que partiellement déterminés par les intérêts sociaux et les positions de classe en présence. Autrement dit, les conflits proprement idéologiques et programmatiques ont leur importance. Les rapports de force sont une condition nécessaire pour un changement historique émancipateur, mais ils ne sont pas une condition suffisante, en particulier s'ils ne s'appuient pas sur une base programmatique et institutionnelle réellement émancipatrice. Ces arguments sont étayés en répondant aux textes du dossier de la *Revue d'histoire moderne & contemporaine* sur *Capital et idéologie* et en abordant ainsi l'histoire du rapport entre propriété, capital et mutations sociales dans la Chine des réformes (post-1979), Californie et Mexique au XIX^e siècle, la Révolution française et l'empire colonial britannique.

MOTS-CLÉS : *Capital et idéologie*, régimes inégalitaires, régimes de propriété, mutations sociales, comparatisme et quantification en sciences sociales ■

Thomas PIKETTY

Capital and Ideology: Elements for a History of Unequal Regimes

*Power relations are both material and intellectual. There is thus always a certain form of ideological indeterminacy and autonomy of the sphere of the ideas, in the sense that the politico-ideological positions of individuals are only partially determined by their social interests and their social class. In other words, conflicts of ideologies and programs matter by themselves. Power relations are a necessary condition for emancipatory historical change, but they are not a sufficient condition, especially if they are not based on a truly emancipatory programmatic and institutional foundation. These arguments are supported by responding to the texts in the *Revue d'histoire moderne & contemporaine's* dossier on Capital and Ideology, investigating the history of the relationship between property, capital and social change in post-reform China, in California and Mexico in the 19th century, the French Revolution and the British colonial empire.*

KEYWORDS : *Capital and ideology, inegalitarian regimes, property regimes, social change, comparative and quantitative methods in social sciences* ■